

**Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide**

**Cérémonie de clôture – Emele Duituturaga, Coprésident, Forum ouvert pour l'efficacité du développement des OSC**

**Président Lee,**

**Vos Excellences,**

**Chefs de gouvernements,**

**OCDE,**

**Mesdames et messieurs les délégués,**

**Distingués collègues acteurs de la société civile,**

Ni sa Bula vinaka, et nos plus chaleureuses salutations des îles du Pacifique. Au nom des 300 représentants de la société civile ici présents, nous remercions le gouvernement et le peuple de la République de Corée pour votre hospitalité et pour l'excellente qualité de vos standards d'accueil et d'organisation. Dans l'exercice de notre activité militante nous avons souvent dû faire face à des tentatives de restriction de nos mouvements tels que la détention de nos représentants aux aéroports, l'interdiction d'embarquer ou le refus de nos demandes d'entrée aux bureaux de l'immigration. Mais l'entrée sans encombre sur le territoire coréen a d'emblée placé ce voyage à Busan sous de bons augures.

Nous sommes d'ailleurs partis pour Busan peu après Accra. Nous avons obtenu la reconnaissance en tant qu'acteurs indépendants et sommes parvenus à améliorer notre propre transparence afin de mener à bien notre action de développement. Depuis le Forum d'accra il y a trois ans, ce sont plus de 20 000 organisations de la société civile issues d'une dizaine de pays différents qui ont été consultées sur le processus, le programme et les résultats attendus du 4ème Forum de haut niveau (FHN4), parmi lesquelles des syndicats, des associations de femmes et de jeunesse, des organisations confessionnelles et autres mouvements sociaux. 500 d'entre nous ce sont ensuite rassemblés lors du Forum préliminaire de la société civile pour réaffirmer que les 300 d'entre nous se rendant au 4ème Forum parleraient d'une seule et même voix. Il s'agit d'une avancée tellement remarquable que nous avons nous même peine à y croire.

Nous avons pu apprécier les bénéfices de notre intégration à part égale à la table des négociations du FHN4 et espérons que cette pratique sera appliquée à l'échelle nationale. Nous réaffirmons notre rôle d'acteurs de plein droit en matière de développement, et réfutons la position de prestataires de services du gouvernement ou d'intermédiaires pour la

politique étrangère des pays donateurs. Les OSC représentent un trait essentiel et dynamique de la vie démocratique de tous les pays du monde. Elles jouent un rôle crucial dans l'identification et la mise en pratique de stratégies efficaces de développement notamment en matière de respect des droits de l'homme, d'égalité des sexes, de justice sociale, de dignité du travail, d'environnement durable et de consolidation de la paix. Elles militent contre la corruption et l'impunité et pour une gouvernance démocratique basée sur les fondamentaux du respect des droits et de l'engagement inclusif.

En nous préparant pour ce 4ème Forum nous avons constaté que les donateurs et les gouvernements n'ont pas honoré l'essentiel des promesses qu'ils avaient tenues lors de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra. Non contents de ce constat, nous appelons aujourd'hui à :

- L'application complète et sans délais des recommandations formulées aux sommets de Paris et d'Accra
- Le renforcement des engagements concernant l'aide indépendante, la transparence par le biais de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, la responsabilité et la conditionnalité.
- L'utilisation et le renforcement des capacités des systèmes nationaux, des parlements et des gouvernements locaux
- Le développement renforcé de mécanismes de contrôle et d'évaluation basés sur les standards des droits de l'homme.

Nous exhortons nos propres gouvernements et parlementaires à :

- Rendre compte de leurs actions auprès de la population
- Mettre en œuvre une politique de coopération pour le développement en conformité avec les accords internationaux sur les droits de l'homme
- Adopter des politiques fondées sur les droits, non discriminatoires et conférant un pouvoir égal de participation aux démunis, aux habitants des zones rurales, aux indigènes, aux jeunes et aux personnes handicapées.
- Promouvoir l'engagement démocratique, le travail décent, la valeur de l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes et filles.

Nous accueillons favorablement les acteurs du secteur privé et nous reconnaissons les potentiels bénéfiques de la croissance économique sur le développement, mais nous tenons à rappeler notre conviction que la croissance ne saurait être le moteur principal du développement. Par développement nous entendons le respect des droits et la satisfaction des besoins de la population. La croissance est un moyen employable à cette fin, mais un moyen qui doit être contrôlé car il peut aussi être facteur de pauvreté, d'inégalités et de dégâts environnementaux. Le capitalisme effréné pratiqué sous couvert de croissance mais

ne profitant qu'à quelques uns a conduit, nous l'avons vu, à la crise financière mondiale et à l'appauvrissement considérable des opportunités pour les générations futures. Nous demandons la reconnaissance des partenaires sociaux en tant qu'acteurs du développement, et exigeons l'adhésion aux normes et standards internationaux pour les droits de l'homme.

Nous sommes ravis d'avoir obtenu une légitimité mondiale grâce à la reconnaissance et à l'approbation des principes d'Istanbul ainsi que du Consensus OSC de Siem Reap relatif au Cadre International pour l'Efficacité de la Contribution des OSC au Développement dans le Document final de Busan. Par ce cadre nous nous engageons à améliorer nos propres pratiques, à renforcer notre transparence, à assurer notre responsabilité et à améliorer notre contribution à l'efficacité du développement. Malgré les efforts d'Accra, force est de constater que l'on accorde de moins en moins d'espace à la société civile. C'est pourquoi nous exhortons les gouvernements à maintenir des standards minimaux garantissant un environnement propice aux organisations de la société civiles, afin que celles-ci puissent remplir leur rôle dans le respect des engagements juridiques qu'elles ont pris, et qu'elles puissent élaborer des instruments internationaux et régionaux nécessaires à l'application des droits fondamentaux.

Ce n'est qu'à travers l'expression de ces libertés que le développement deviendra significatif pour toutes les femmes, hommes, garçons ou filles. Ce n'est qu'en donnant à chacun la possibilité de développer tout son potentiel que nous parviendrons à contribuer pleinement au développement.

En tant que défenseurs des droits de l'homme nous appelons à moins de gouvernements répressifs et de régimes autoritaires. Nous espérons de tout cœur que le Forum de Busan représentera une lueur d'espoir, et nous nous engageons à transmettre l'héritage de Busan aux prochaines générations de la société civile.

FIN